Les Français et la dette publique

Notice technique



FD N° 122 830
Contact Ifop:
Frédéric Dabi
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
TEL : 01 45 84 14 44
prenom.nom@ifop.com
NOVEMBRE 2026

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.
Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Ifop pour Vae Solis en partenariat avec Le Figaro

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 500** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 27 au 28 octobre 2026.

Conditions d'interrogation : *Les questions ont été placées à la suite des questions permettant d'établir les quotas.*

Tout interviewé ayant complété un questionnaire a obtenu des points cumulables pour une valeur inférieure à 1 euro. L'enquête a fait l'objet d'un redressement sociodémographique (données INSEE 2020) et d'un redressement politique sur la base de la reconstitution des votes suivants : présidentielle 2022 1er tour, législatives 2024 1er tour.

Précision relative aux marges d'erreur

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE

Taille de l'échantillon	*Si le pourcentage trouvé est...*					
	5 ou 95%	**10 ou 90%**	**20 ou 80%**	**30 ou 70%**	**40 ou 60%**	**50%**
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
1 100	1,3	1,8	2,4	2,7	2,9	3,0
1 200	1,2	1,7	2,3	2,6	2,8	2,8
1 300	1,2	1,6	2,2	2,5	2,7	2,7
1 400	1,1	1,6	2,1	2,4	2,6	2,6
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1 500** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,5**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,5% et 11,5%.

Structure de l’échantillon

	Brut (%)	Redressé (%)
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)		
Homme	47,3	47,7
Femme	52,7	52,3
AGE DE L'INTERVIEWÉ(E)		
De18a24ans	12,8	10,3
De25a34ans	12,4	14,8
De35a49ans	25,9	24,0
De50a64ans	22,7	24,4
De65a74ans	13,6	14,0
A75ansetplus	12,6	12,5
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)		
Agriculteurs	1,8	0,7
Artisans	5,1	3,8
Cadres	10,5	11,2
Intermediaires	13,9	15,0
Employes	17,4	15,8
Ouvriers	11,9	12,1
Inactifs	39,4	41,3
CATEGORIE D’AGGLOMERATION		
Commune rurale	22,3	21,1
Unité urbaine de 2 000 à 19 999 hab.	16,6	18,2
Unité urbaine de 20 000 à 99 999 hab.	14,5	13,9
Unité urbaine de 100 000 à 199 999 hab.	31,7	30,6
Agglomération parisienne	14,9	16,3
REGION		
Grand-Est	10,8	8,5
Nouvelle-Aquitaine	8,3	9,5
Auvergne-Rhône-Alpes	14,2	12,3
Bourgogne-Franche-Comté	2,1	4,3
Bretagne	5,9	5,2
Centre-Val-De-Loire	5,5	3,9
Ile-De-France	19,4	18,4
Occitanie	7,4	9,4
Hauts-de-France	8,5	8,9
Normandie	2,7	5,1
Pays de la Loire	7,5	5,8
PACA, Corse	7,7	8,5
TOTAL	**100,0**	**100,0**

* En raison des arrondis, les totaux sont susceptibles d’être supérieurs ou inférieurs à 100 de 0,1 point.

Reconstitution du 1er tour de l'élection présidentielle 2022

	Brut (%)	Redressé (%)
• Nathalie Arthaud	0,8	0,6
• Philippe Poutou	1,4	0,8
• Fabien Roussel	3,9	2,3
• Jean-Luc Mélenchon	15,2	21,5
• Anne Hidalgo	1,8	1,7
• Yannick Jadot	5,3	4,6
• Emmanuel Macron	28,9	27,8
• Valérie Pécresse	5,7	4,8
• Nicolas Dupont-Aignan	3,9	2,1
• Marine Le Pen	25,6	23,5
• Éric Zemmour	5,1	7,1
• Jean Lassalle	2,4	3,2
TOTAL	**100**	**100**

- Ne se prononcent pas	25,3	

* En raison des arrondis, les totaux sont susceptibles d'être supérieurs ou inférieurs à 100 de 0,1 point.

Reconstitution du 1er tour des élections législatives 2024

	Brut (%)	Redressé (%)
Extrême gauche	2,4	1,2
NFP	26,7	28,7
Divers gauche	1,1	1,0
ENS Ensemble !	21,1	22,4
Divers centre	2,1	0,8
LR & DVD	8,6	9,5
RN & alliés	32,7	34,0
Droite souverainiste, divers EXD - Reconquête	2,8	1,1
DIVERS	2,5	1,3
TOTAL	**100,0**	**100,0**
Ne se prononcent pas	32,3	

* En raison des arrondis, les totaux sont susceptibles d'être supérieurs ou inférieurs à 100 de 0,1 point.

Les thèmes économiques prioritaires pour les prochains mois

Question : Pour les mois qui viennent, pour chacun des thèmes suivants diriez-vous qu'il est tout à fait prioritaire, important ou secondaire ?

Base : ensemble	Tout à fait prioritaire		Important		Secondaire	
	Brut (%)	Redressé (%)	Brut (%)	Redressé (%)	Brut (%)	Redressé (%)
• La lutte contre le chômage	36,7	37,2	55,5	54,5	7,9	8,2
• Le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat	59,1	61,9	37,5	34,4	3,4	3,6
• La maîtrise du niveau des impôts	39,4	38,0	53,1	54,0	7,5	8,0
• La réduction de la dette publique	52,5	50,4	38,5	39,3	9,0	10,3
• La sauvegarde des services publics	42,1	42,7	49,1	48,1	8,8	9,2

La connaissance des deux principaux postes de dépenses de l'État

Question : D'après vous, quels sont, parmi les postes suivants, ceux qui représentent les dépenses les plus importantes pour l'État ? En premier ? Et en second ?

Base : ensemble	En premier		En second	
	Brut (%)	Redressé (%)	Brut (%)	Redressé (%)
• La santé	17,0	17,2	23,3	24,5
• La défense	14,5	13,0	18,5	17,8
• Les retraites	16,3	16,5	17,8	16,4
• L'éducation	9,5	9,4	16,7	16,3
• La recherche et l'innovation	1,9	2,7	5,9	6,3
• Le paiement des intérêts de la dette	40,8	41,2	17,8	18,7

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

L'adhésion à différentes affirmations concernant le déficit public et la dette

Question : Vous personnellement, en pensant au déficit public et à la dette de l'État, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? Le déficit public et la dette de l'État…

Base : ensemble	Tout à fait d'accord		Plutôt d'accord		Plutôt pas d'accord		Pas du tout d'accord	
	Brut (%)	Redressé (%)	Brut (%)	Redressé (%)	Brut (%)	Redressé (%)	Brut (%)	Redressé (%)
• Ont un effet sur votre vie quotidienne	38,5	38,2	44,9	45,2	13,6	13,3	3,0	3,4
• Sont une menace très forte pour l'avenir de la France	55,5	55,4	36,8	36,8	5,9	5,7	1,8	2,0
• Sont le signe du déclin de la France	48,7	49,9	39,1	38,1	10,2	9,4	2,0	2,6

La connaissance du montant du déficit de l'État en 2026

Question : Selon vous, en 2026, combien représente le déficit de l'État par rapport à ses recettes, c'est-à-dire la part des dépenses en trop par rapport à ses recettes (ce dont il dispose) ?

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• 5%	12,2	11,3
• 10%	18,2	18,1
• 20%	26,0	26,2
• 30%	22,2	21,7
• 40%	21,3	22,6
TOTAL	**100**	**100**

Le niveau des prélèvements en France comparé à la moyenne européenne

Question : D'après vous, le niveau des prélèvements (impôts et cotisations sociales) en France est-il plus élevé, moins élevé ou au même niveau qu'en Europe ?

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• Plus élevé	82,3	83,5
• Moins élevé	7,2	6,3
• Au même niveau	10,5	10,2
TOTAL	**100**	**100**

L’arbitrage entre baisse des dépenses et hausse des impôts

Question : Face aux déficits de l’État, quelle solution faut-il selon vous privilégier ?

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• Baisser les dépenses de l’État	91,3	91,4
• Augmenter les impôts	8,7	8,6
TOTAL	**100**	**100**

La disposition à faire des efforts pour redresser les comptes du pays

Question : Vous personnellement, êtes-vous prêt à faire des efforts pour redresser les comptes du pays ?

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• Oui, tout à fait	8,2	8,3
• Oui, plutôt	37,3	35,4
• Non, plutôt pas	34,7	35,5
• Non, pas du tout	19,8	20,9
TOTAL	**100**	**100**

La crainte d'un scénario similaire à celui de la Grèce en France

Question : Selon vous, est-ce que la France pourrait connaître dans les prochains mois ou les prochaines années un scénario similaire à celui de la Grèce, marqué par une crise de la dette et une forte austérité budgétaire ?

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• Oui, certainement	20,5	21,7
• Oui, probablement	56,6	56,0
• Non, probablement pas	19,0	18,2
• Non, certainement pas	3,9	4,1
TOTAL	**100**	**100**

Les domaines où réaliser des économies

Question : Si des économies importantes devaient être réalisées dans les dépenses publiques, quels sont les trois domaines dans lesquels il serait selon vous le plus acceptable de réduire les moyens ? Trois réponses maximum.

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• La santé	5,6	5,3
• Les retraites	9,7	8,6
• L'éducation et l'enseignement supérieur	4,6	4,4
• La sécurité	7,6	7,9
• La justice	7,1	6,9
• La défense	21,9	22,8
• Les aides sociales et la lutte contre la pauvreté	31,9	30,0
• Les politiques familiales	33,3	30,9
• Le logement	6,1	6,2
• Les transports	10,8	11,2
• La transition écologique et l'environnement	29,7	28,9
• Les aides aux entreprises et à l'économie	33,0	30,5
• Les collectivités locales et les services publics de proximité	18,2	18,5
• La culture et les loisirs	35,4	37,6

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Les leviers de réduction des déficits sociaux en France

Question : Parmi les mesures suivantes, quelle est celle selon vous qu'il faudrait prendre en priorité pour réduire les déficits sociaux en France ?

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• Remettre en cause le principe d'universalité des prestations maladie et d'allocations familiales (le fait que tout le monde puisse les toucher, quels que soient les revenus)	27,8	27,0
• Réduire le montant des prestations sociales	26,7	25,4
• Trouver de nouveaux modes de financement (TVA sociale)	18,1	19,4
• Augmenter la durée minimale de cotisations et l'âge légal de la retraite à taux plein	11,6	12,1
• Augmenter les prélèvements	4,2	4,3
• Augmenter le temps de travail	11,6	11,7
TOTAL	**100**	**100**

La dette publique et le choix électoral

Question : Dans quelle mesure les propositions des candidats concernant la réduction des déficits et de la dette publique seront-elles importantes dans votre choix de vote lors de l'élection présidentielle de 2027 ?

Base : Personnes inscrites sur les listes électorales.	Brut (%)	Redressé (%)
• Tout à fait importantes	37,6	35,2
• Plutôt importantes	51,8	53,6
• Plutôt pas importantes	8,1	8,1
• Pas du tout importantes	2,5	3,1
TOTAL	**100**	**100**

La confiance accordée à différentes personnalités politiques pour réduire la dette publique

Question : Pour chacune des personnalités politiques suivantes, diriez-vous que vous lui faites confiance ou pas confiance pour réduire la dette publique de la France si elle gagnait l'élection présidentielle de 2027 ?

Base : ensemble	Tout à fait confiance		Plutôt confiance	
	Brut (%)	Redressé (%)	Brut (%)	Redressé (%)
• Jean-Luc Mélenchon	6,3	7,1	10,0	10,6
• Fabien Roussel	1,5	2,1	12,5	13,1
• Marine Tondelier	1,6	2,1	10,2	10,2
• Raphaël Glucksmann	3,9	3,9	20,4	20,1
• François Hollande	2,8	3,1	16,7	17,1
• Gabriel Attal	2,6	3,0	22,8	21,8
• Édouard Philippe	4,6	4,5	25,8	24,6
• Bruno Retailleau	4,8	4,2	23,3	23,3
• Dominique de Villepin	2,8	2,8	17,9	19,2
• David Lisnard	7,4	7,8	18,8	17,1
• Nicolas Dupont-Aignan	3,2	3,6	15,3	14,4
• Marine Le Pen	20,1	19,6	21,7	21,2
• Éric Zemmour	4,4	5,8	14,3	13,9

Regards sur la proposition de Jean-Luc Mélenchon de geler la dette publique française

Question : Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise à l'élection présidentielle, propose de demander à la Banque centrale européenne (BCE) de geler la part de la dette publique française qu'elle détient, qui représente près d'un cinquième de la dette (environ 600 milliards d'euros). Cette dette serait transformée en « dette perpétuelle à taux zéro » : la France ne verserait plus d'intérêts et n'aurait plus à la rembourser à une date fixée. Diriez-vous de cette proposition qu'elle est… ?

Base : ensemble	Brut (%)	Redressé (%)
• Une proposition crédible	14,2	16,4
• Une proposition peu réaliste mais qui a le mérite d'ouvrir le débat	38,3	37,5
• Une proposition irréaliste	47,5	46,1
TOTAL	**100**	**100**